

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

**PERSPECTIVES  
ÉCONOMIQUES  
RÉGIONALES**  
NOTE D'ANALYSE

**AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

L'Afrique subsaharienne et la Chine :  
des relations économiques à la croisée  
des chemins

**OCT  
2023**



©2023 International Monetary Fund

**At a Crossroads: Sub-Saharan Africa's Economic Relations with China**

October 2023 Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa Analytical Note

Hany Abdel-Latif, Michele Fornino, Henry Rawlings, under the guidance of Wenjie Chen (AFR).<sup>1</sup>

*Édition française*

Département services intégrés et équipements du FMI

Division services linguistiques, section française

**AVERTISSEMENT :** Les notes d'analyse du FMI visent à permettre une diffusion rapide d'analyses succinctes du FMI sur des questions économiques essentielles auprès de ses pays membres et des décideurs en général. Les avis qui y sont exprimés sont ceux de leurs auteurs, et ne correspondent pas nécessairement à ceux du FMI, de son conseil d'administration ou de sa direction.

**RÉFÉRENCE RECOMMANDÉE :** Fonds monétaire international (FMI). 2023. « L'Afrique subsaharienne et la Chine : des relations économiques à la croisée des chemins. » *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne – Une éclaircie à l'horizon ?*, Washington, DC, octobre.

JEL Classification Numbers:	F10, F21, F34, F42
Keywords:	China, Trade, Debt, Foreign Direct Investment, Spillovers, Trade Integration

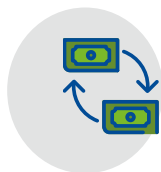
<sup>1</sup>**REMERCIEMENTS :** Les notes d'analyse de l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne* (PER) ont été rédigées par les services de la division études régionales du département Afrique du FMI, sous la direction de Luc Eyraud, Annalisa Fedelino et Catherine Pattillo.

# L'Afrique subsaharienne et la Chine : des relations économiques à la croisée des chemins

L'Afrique subsaharienne a tissé des liens économiques généralement bénéfiques avec la Chine au cours des 20 dernières années. La Chine est devenue son premier partenaire commercial, un bailleur de fonds de premier plan et une source considérable d'investissements directs étrangers (IDE). Toutefois, ce soutien de la Chine à l'Afrique a également été critiqué. La Chine a récemment réduit ses activités de financement en Afrique subsaharienne, dans un contexte où sa croissance ralentit et son appétit pour le risque diminue. Ce ralentissement prévu de la croissance de la Chine à l'avenir risque de pénaliser ses partenaires commerciaux d'Afrique à moyen terme, en raison essentiellement d'une baisse des échanges commerciaux. Les pays d'Afrique subsaharienne doivent donc impérativement renforcer leur résilience et mettre en œuvre des réformes structurelles pour favoriser la diversification de leur économie, approfondir les échanges intrarégionaux, améliorer leur compétitivité et dynamiser l'activité intérieure.

## Quelles sont les implications d'un ralentissement de l'économie chinoise pour l'Afrique subsaharienne ?

Il y a un risque que la Chine revienne en arrière sur 20 ans :



**D'ÉCHANGES  
COMMERCIAUX**



**D'INVESTISSEMENTS**



**DE CRÉDIT**

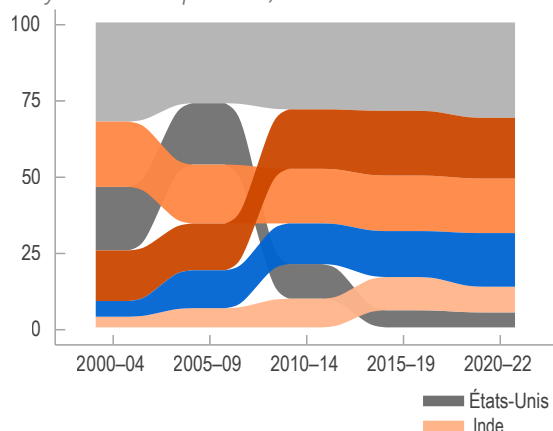
## L'Afrique subsaharienne et la Chine ont tissé de solides liens économiques ...

La Chine est devenue le premier pays partenaire commercial de l'Afrique subsaharienne au cours des 20 dernières années. Aujourd'hui, elle reçoit un cinquième du total des exportations de marchandises de l'Afrique subsaharienne (graphique 1, pages 1 et 2). Ces exportations de l'Afrique subsaharienne vers la Chine sont constituées à environ trois-cinquièmes de métaux, de produits minéraux et de combustibles. Durant cette période, la Chine est aussi devenue la première source d'importations pour les pays africains, en leur fournissant des biens manufacturés et d'équipements. À la suite de l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce en 2001, sa croissance économique rapide et ses forts besoins de matières premières ont stimulé les exportations de biens africains, qui ont plus que quadruplé en dollars courants entre 2000 et 2022<sup>1</sup>. Le commerce a entraîné une hausse des revenus de la région, principalement grâce à l'augmentation des recettes d'exportations.

### Graphique 1. Afrique subsaharienne : partenaires commerciaux internationaux, 2000-22

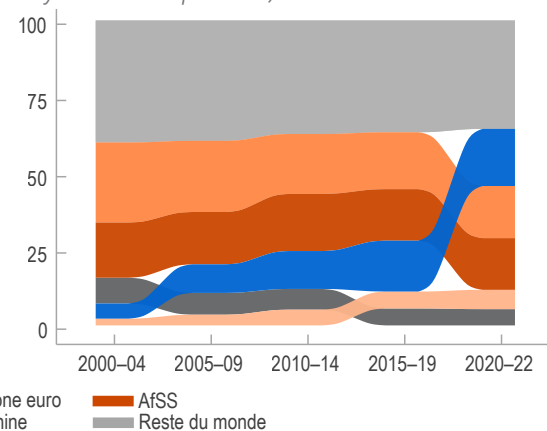
#### 1.1. Exportations de marchandises

(En pourcentage du total des exportations ; moyenne sur la période)



#### 1.2. Importations de marchandises

(En pourcentage du total des importations ; moyenne sur la période)



Sources : base de données *Direction of Trade Statistics* du FMI ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique présente les moyennes sur cinq ans de la part des exportations et des importations de et vers l'Afrique subsaharienne pour les cinq principales destinations et origines ; le restant est regroupé dans une catégorie résiduelle. Les régions sont répertoriées de la valeur la plus grande (en haut) à la plus petite (en bas). Zone euro hors Croatie. AfSS = Afrique subsaharienne.

La Chine est également devenue un bailleur de fonds de premier plan pour les États africains depuis le début des années 2000, après avoir officiellement lancé sa stratégie de mondialisation<sup>2</sup>. Les prêts chinois, destinés essentiellement à financer des projets d'infrastructures publiques, ont rapidement augmenté dans la région à la fin des années 2000. En conséquence, la part de la Chine dans le total de la dette publique extérieure de l'Afrique subsaharienne s'est accrue, passant de moins de 2 % avant 2005 à environ 17 % en 2021. Les pays africains ont ainsi bénéficié d'une nouvelle source de financement de leurs infrastructures et la Chine est désormais le premier créancier public bilatéral des pays de la région.

Toutefois, la part de la Chine dans le total de la dette souveraine de l'Afrique subsaharienne reste relativement faible, à environ 6 % seulement (graphique 2)<sup>3</sup>. La dette publique de la région envers la Chine est très concentrée, selon la base de données *International Debt Statistics* (IDS) de la Banque mondiale : cinq pays représentent 55 % de cette dette publique bilatérale envers la Chine (Angola, Kenya, Zambie, Cameroun, et Nigéria, principalement des pays riches en ressources naturelles). Il existe une corrélation entre l'ampleur des échanges bilatéraux et les décaissements de prêts entre la Chine et les pays de la région, après prise en compte du PIB. Mais il importe de noter que la dette envers la

<sup>1</sup>Selon les données des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI, le total des exportations de marchandises a augmenté d'environ 60 % en volume au cours de cette période. Cette grande différence provient non seulement de l'inflation cumulée depuis 2000, mais aussi de l'évolution positive des termes de l'échange pour les exportations de la région.

<sup>2</sup>Pour plus de détails sur la stratégie de mondialisation de la Chine, ou « Go Out Policy », voir le ministère chinois des Affaires étrangères (2021).

<sup>3</sup>Ce graphique présente la dette des administrations publiques des pays d'Afrique subsaharienne envers à la fois des entités intérieures et des acteurs extérieurs (dette extérieure), comme l'indique la base de données IDS de la Banque mondiale, consultée le 10 août 2023.

Chine n'a pas apporté la principale contribution à la hausse marquée de la dette publique de la région ces 15 dernières années. La moitié environ de la dette publique de la région est désormais constituée de prêts commerciaux intérieurs, porteurs de taux d'intérêt plus élevés et assortis d'échéances plus courtes.

La Chine a aussi considérablement augmenté ses IDE en Afrique subsaharienne depuis 2006. Cette hausse des flux d'IDE chinois a été impressionnante, puisque ceux-ci ont représenté environ 23 % des entrées annuelles d'IDE (soit 3 milliards de dollars environ) dans la région en 2021. Toutefois, par rapport au volume d'investissements en provenance d'autres régions du monde, la part du **stock des investissements chinois dans le stock total des IDE de la région reste relativement faible**, car de formation plus récente, à environ 4,4 % en 2021 (graphique 3)<sup>4</sup>. Toutefois, un certain nombre de pays riches en ressources naturelles ont enregistré des entrées relativement appréciables d'IDE chinois, destinés essentiellement à des projets d'exploitation minière et de construction. Des données de plus en plus nombreuses laissent penser que les investissements chinois ont des effets généralement positifs sur les résultats économiques des pays bénéficiaires (Mandon et Woldemichael, 2022).

### ... mais récemment, la Chine a réduit sa présence économique dans la région ...

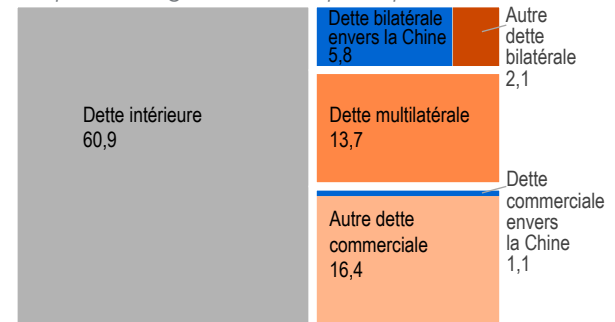
Après des années d'expansion, l'Afrique subsaharienne assiste à un repli des investissements et des crédits chinois depuis 2017. Lors du Forum sur la coopération sino-africaine de 2021, la Chine a annoncé la première réduction de son appui financier à l'Afrique, de 60 à 40 milliards de dollars sur une période de trois ans. Cette réduction s'explique pour moitié par le fait que l'aide financière de la Chine, plutôt que de financer directement les infrastructures, a évolué vers davantage de crédits commerciaux, probablement en raison des priorités politiques de la Chine et de la vulnérabilité accrue de la dette de nombreux pays africains<sup>5</sup>.

Le montant des décaissements de prêts publics chinois à l'Afrique subsaharienne a brutalement chuté et représente désormais environ un huitième de ce qu'il était en 2016, lorsqu'il a atteint son plus haut niveau à 1,2 % du PIB de la région (graphique 4). De même, le total des engagements de crédits (promesses d'accords de prêts), qui était passé de 0,2 % du PIB de la région en 2005 à un pic de 1,7 % en 2016, a aussi considérablement diminué et ne représente plus qu'environ 4 % de sa valeur maximale.

Cette baisse se retrouve également dans les revenus bruts liés aux projets de construction des entreprises chinoises en Afrique, qui ont diminué de 30 % par rapport à leur valeur maximale de 53 milliards de dollars en 2015, selon les données de l'Initiative de recherche sino-africaine. En outre, lors de la troisième Exposition économique et commerciale

### Graphique 2. Afrique subsaharienne : dette publique, fin 2021

(En pourcentage de la dette publique totale)

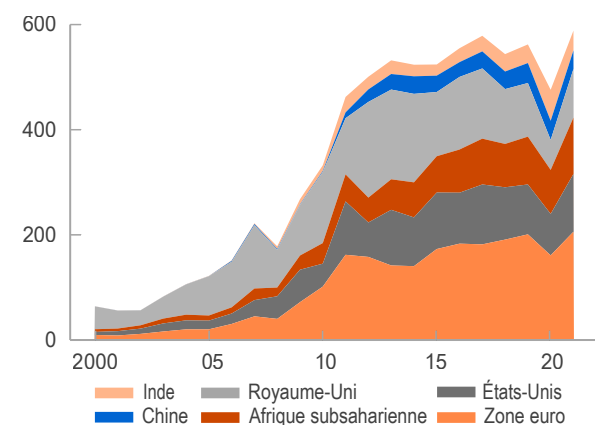


Sources : base de données *International Debt Statistics* de la Banque mondiale ; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI ; calculs des services du FMI.

Note : La dette multilatérale comprend celle envers les banques régionales de développement. La dette due à la Banque chinoise de développement est incluse dans la dette bilatérale envers la Chine, et non dans la dette commerciale envers la Chine.

### Graphique 3. Afrique subsaharienne : encours des investissements directs étrangers en provenance des principales régions, 2000-21

(En milliards de dollars)



Sources : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ; calculs des services du FMI.

Note : Zone euro hors Croatie.

<sup>4</sup> Les données sur les IDE proviennent de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

En s'écartant de sa Stratégie de mondialisation mise en place de longue date, le gouvernement chinois a annoncé son intention de réduire ses sorties de capitaux vers l'étranger en 2021.

Chine-Afrique en juin 2023, [des projets ont été signés pour un montant d'environ 10 milliards de dollars \(Africanews, 2023\)](#), soit une réduction de moitié par rapport à l'édition de 2019, et ce, malgré la présence d'éminentes personnalités<sup>6</sup>.

Les prêts accordés par la Chine à l'Afrique subsaharienne ont suscité une attention et des critiques considérables en raison de l'imposition de modalités relativement strictes aux pays débiteurs et de l'utilisation de ressources naturelles en garantie (Bräutigam, Huang et Acker, 2020). Ils soulèvent également d'autres craintes, notamment l'absence de normalisation et de transparence de la dette publique, car les bailleurs de fonds chinois ne documentent pas systématiquement les prêts accordés à chaque emprunteur étranger, donnant lieu à des lacunes considérables dans les données.

Dans ce contexte, la Chine accorde un certain nombre de prêts publics concessionnels, qui représentaient, à fin 2020, moins de 10 % du total des prêts bilatéraux accordés par la Chine aux pays d'Afrique subsaharienne, selon les données IDS de la Banque mondiale. La part du service de la dette extérieure de la région attribuable aux prêts publics bilatéraux chinois a atteint 12 % en 2019, selon cette même base de données. En outre, les pays d'Afrique subsaharienne en situation de surendettement ou de risque élevé de surendettement représentent environ 40 % de l'encours total de la dette publique envers la Chine à fin 2020. **La Chine a joué un rôle déterminant dans les récentes négociations et restructurations de dettes** (tandis que lors des négociations à l'origine de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés, le niveau des prêts accordés aux pays à faible revenu par la Chine était négligeable). Elle a également contribué à l'Initiative de suspension du service de la dette, en accordant 63 % du total des suspensions en 2020 et 2021, bien qu'elle ne détînt que 30 % des créances (Bräutigam *et al.*, 2023). Jusqu'à présent toutefois, le processus de restructuration de la dette s'est avéré lent et difficile pour un certain nombre de pays, y compris lorsqu'il s'inscrivait dans le Cadre commun du Groupe de Vingt, et ce en raison de plusieurs facteurs incluant notamment la grande variété d'instruments de dette et la diversité croissante des créanciers, tels que la Chine, qui nécessitent une certaine adaptation et coordination. L'accord préliminaire récent entre la Zambie et ses créanciers publics (dont la Chine fait partie) visant à restructurer sa dette extérieure est de bon augure pour de futures résolutions de la dette dans d'autres pays.

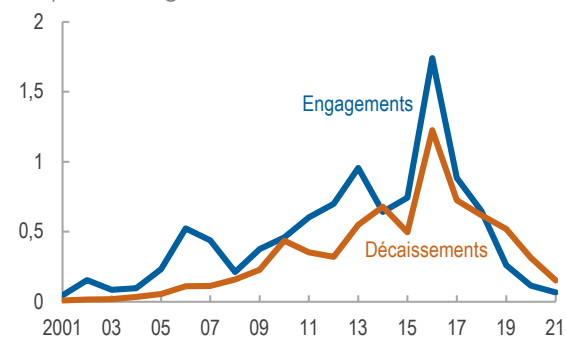
## ... et la région pourrait être confrontée aux retombées du ralentissement continu de la Chine

**La Chine connaît un ralentissement de sa croissance économique depuis le début des années 2010**, en raison d'une conjugaison de facteurs : ralentissement de son secteur immobilier, évolutions démographiques liées au vieillissement de sa population et, plus récemment, instabilité de la conjoncture extérieure, incluant notamment des tensions commerciales, la fragmentation géoéconomique et la pandémie de COVID-19. Tandis qu'elle a connu un taux de croissance annuel d'environ 10 % en moyenne dans les années 2000, la Chine a enregistré une croissance de moins de 8 % par an en moyenne dans les années 2010. Elle a vu sa croissance continuer de ralentir depuis la pandémie et les projections les plus récentes du FMI tablent sur une croissance annuelle d'environ 4 % seulement en moyenne au cours des cinq prochaines années, marquée par une tendance nette de réduction des investissements et un tournant vers des technologies plus vertes.

**Compte tenu de ces liens économiques étroits, un nouveau ralentissement de la croissance de la Chine à moyen ou à long terme risque de pénaliser l'activité économique en Afrique subsaharienne.** Les retombées négatives pourraient provenir en premier lieu des liens commerciaux, à la fois du fait d'un ralentissement des volumes d'exportations

### Graphique 4. Prêts accordés par la Chine à l'Afrique subsaharienne, 2000-21

(En pourcentage du PIB)



Sources : base de données de l'Université de Boston sur les prêts de la Chine à l'Afrique ; base de données *International Debt Statistics* de la Banque mondiale ; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI.

Note : Les données agrégées du PIB de l'Afrique subsaharienne n'incluent pas le Soudan du Sud.

<sup>6</sup>Base de données de l'Initiative de recherche sino-africaine, « recettes des contrats chinois en Afrique », consultée le 10 août 2023.

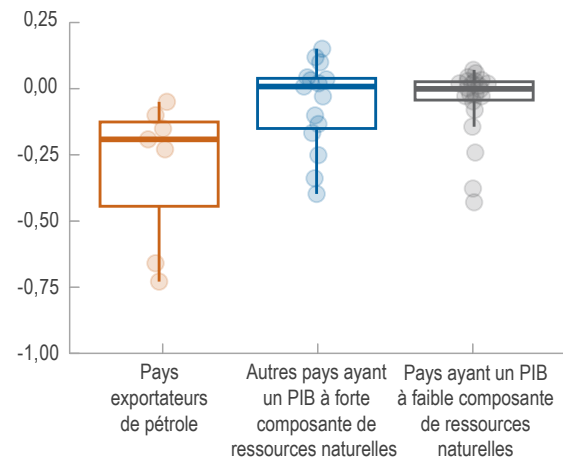


et d'une baisse des prix des produits de base. Une analyse empirique, illustrée au graphique 5, montre qu'une baisse de 1 point de pourcentage du taux de croissance du PIB réel chinois entraîne une diminution d'environ 0,25 point de pourcentage de la croissance du PIB total de l'Afrique subsaharienne en l'espace d'un an. Si l'on examine l'effet sur les pays exportateurs de pétrole, la diminution dépasse 0,5 point de pourcentage, tandis que pour les pays non exportateurs de pétrole, la perte de croissance est en moyenne de 0,2 point de pourcentage (graphique 5)<sup>7</sup>. En conséquence, les pays qui exportent relativement plus vers la Chine risquent davantage d'être pénalisés par un ralentissement économique dans ce pays. Le modèle de cette étude porte principalement sur les effets de contagion qui se transmettent par l'intermédiaire des cours mondiaux des produits de base, des liens commerciaux et des conditions financières, mais il existe des effets indirects potentiellement plus complexes, ou des réactions du côté de l'offre, qu'il ne permet pas d'appréhender. En particulier, la fragmentation géoéconomique pourrait porter préjudice aux pays à faible revenu, surtout en Afrique subsaharienne, comme le montrent les analyses des *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne* d'avril 2023 et du chapitre 3 des *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2023.

Ces études montrent également qu'un scénario de découplage stratégique, dans lequel les pays de la région entretiennent des liens commerciaux avec tous les blocs, pourrait présenter de légères possibilités d'amélioration.

### Graphique 5. Afrique subsaharienne : réaction du PIB au ralentissement de la croissance en Chine

(En pourcentage du PIB)



Source : Abdel-Latif et El-Gamal, à paraître.

Note : Les points indiquent les pays individuellement. Les diagrammes en boîtes à moustaches représentent l'effet sur un pays médian sous forme d'une ligne horizontale épaisse, et les premier et troisième quartiles sous forme de charnières. Les moustaches s'étendent dans les deux sens par la valeur la plus proche de la valeur maximale ou minimale et 1,5 fois l'intervalle interquartile. Les regroupements de pays sont présentés en détails dans l'appendice des *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne* d'octobre 2023.

## L'Afrique subsaharienne doit s'adapter à l'évolution des liens économiques.

L'Afrique subsaharienne a jusqu'à présent bénéficié du décollage de la croissance de l'économie chinoise, mais elle doit maintenant s'adapter au ralentissement de cette croissance et à la moindre présence économique de la Chine dans la région. Pour faire face à cette nouvelle réalité dans un contexte d'incertitude mondiale et de fragmentation géoéconomique croissante, il conviendra de renforcer la résilience et de mettre en œuvre des réformes structurelles afin d'encourager d'autres sources de croissance, par une diversification de l'économie et une amélioration de la compétitivité notamment.

Le renforcement de la résilience contribuera à amortir les fortes répercussions du ralentissement de la croissance chinoise.

- L'approfondissement de l'intégration commerciale régionale donne aux pays africains la possibilité de diversifier leurs destinations d'exportation et leurs sources d'importation. La Zone de libre-échange continentale africaine est particulièrement riche de promesses, mais pour la mettre en œuvre, il conviendra de réduire considérablement les barrières commerciales et d'améliorer l'environnement des échanges au sens large, notamment en diminuant les obstacles commerciaux non tarifaires. Moyennant toutes ces réformes, le commerce de marchandises médian pourrait croître de 53 % entre les pays africains et de 15 % avec le reste du monde, ce qui pourrait entraîner une hausse de plus de 10 % du PIB réel par habitant du pays africain médian et faire sortir entre 30 et 50 millions de personnes de l'extrême pauvreté, selon les estimations (El-Ganainy et al., 2023).
- La reconstitution de l'espace budgétaire et le renforcement des cadres d'action contribueront à réduire les facteurs de vulnérabilité macroéconomiques et la dépendance au secteur extérieur. Il convient notamment

<sup>7</sup>La moyenne par région ou par groupe de la réaction de la croissance du PIB au choc sur la croissance du PIB chinois a été calculée en utilisant la part du PIB cumulé de chaque pays entre 2018 et 2022 comme facteur de pondération. Voir Abdel-Latif et El Gamal (2023) pour plus de détails sur la méthodologie.

de renforcer les mesures visant à accroître les recettes intérieures et à réduire la dépendance à l'égard du financement et des revenus extérieurs, tout en améliorant l'efficacité des dépenses publiques et en générant de nouvelles sources durables de financement pour répondre aux priorités du développement. Ces mesures consistent notamment à améliorer l'administration des recettes et à réformer la politique fiscale.

Pour compenser le déclin de la présence économique chinoise dans la région, des réformes structurelles sont nécessaires afin de favoriser de nouvelles sources de croissance forte, durable et inclusive, notamment :

- Favoriser la diversification de l'économie, qui est essentielle pour tisser de nouveaux liens commerciaux au-delà de la Chine et permet d'amortir les conséquences de l'évolution de la structure du commerce international. Les pays exportateurs de pétrole doivent abandonner progressivement leur forte dépendance à l'égard de la demande chinoise. En outre, à mesure que le monde s'engage dans la transition vers une économie verte, la région peut saisir les occasions que présente la forte demande d'exportations de minéraux critiques, nécessaires au développement des énergies renouvelables. Les pays peuvent s'efforcer d'accroître leurs capacités de transformation locales, tout en évoluant vers des segments plus en amont des chaînes de valeur. Des réformes essentielles, notamment l'adoption de meilleures pratiques dans la législation minière et l'amélioration de la gestion des finances publiques sont indispensables pour tirer parti d'éventuelles retombées et optimiser les avantages économiques.
- Les réformes visant à créer un environnement favorable aux affaires (notamment en abaissant les barrières à l'entrée, réglementaires et fiscales) contribueront à dynamiser la croissance du secteur privé et à améliorer la compétitivité de la région. Il importe également d'approfondir les marchés financiers intérieurs et d'améliorer l'accès aux financements, en particulier pour les entrepreneurs et les petites et moyennes entreprises. Donner la priorité au développement du capital humain et garantir un meilleur accès à une éducation de qualité contribuera à l'émergence d'une main-d'œuvre qualifiée et à l'amélioration de la productivité. La conjugaison de toutes ces mesures avec le développement à la fois des infrastructures physiques traditionnelles (routes, voies ferrées, aéroports et autres) et des infrastructures numériques indispensables permettra de développer l'économie au-delà des marchés et des frontières géographiques traditionnels.

## Bibliographie

- Abdel-Latif, Hany, and Mahmoud El-Gamal. Forthcoming. "Chinese Economic Deceleration and Sub-Saharan Africa."
- Africanews. 2023. "The China-Africa Trade Biennale Bears Fruitful Results." July 3, 2023. <https://www.africanews.com/2023/07/03/the-china-africa-trade-biennale-bears-fruitful-results/>.
- Bräutigam, Deborah, and Yufan Huang. 2023. "Integrating China into Multilateral Debt Relief: Progress and Problems in the G20 DSSI." School of Advance International Studies-China-Africa Research Initiative Briefing Paper No. 9, Johns Hopkins University, Washington, DC.
- Bräutigam, Deborah, Yufan Huang, and Kevin Acker. 2020. "Risky Business: New Data on Chinese Loans and Africa's Debt Problem." School of Advance International Studies-China-Africa Research Initiative Briefing Paper 03/2020, Johns Hopkins University, Washington, DC.
- China Ministry of Foreign Affairs. 2021. "China and Africa in the New Era: A Partnership of Equals." November 26, 2021. [https://www.fmprc.gov.cn/mfa\\_eng/wjdt\\_665385/2649\\_665393/202111/t20211126\\_10453904.html](https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjdt_665385/2649_665393/202111/t20211126_10453904.html).
- El-Ganainy, Asmaa, Shushanik Hakobyan, Fei Liu, Hans Weisfeld, Ali Abbas, Celine Allard, Hippolyte Balima, and others. 2023. "Trade Integration in Africa: Unleashing the Continent's Potential in a Changing World." Departmental Paper 2023/003, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Mandon, Pierre, and Martha Tesfaye Woldemichael. 2022. "Has Chinese Aid Benefited Recipient Countries? Evidence from a Meta-Regression Analysis." IMF Working Paper 22/46, International Monetary Fund, Washington, DC.